



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Notre SITE INTERNET :
www.npa-revolutionnaires.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes » – Karl MARX

POUR UNE RENTRÉE DE LUTTE DES CLASSES

Dans la nuit du 19 au 20 août dernier, au moins 2 043 enfants ont dormi à la rue. Ce décompte opéré par l'Unicef ne tient compte que des appels passés au 115 (l'hébergement d'urgence) restés sans solution. Des centaines, voire des milliers d'autres mineurs dorment aussi dehors cette semaine. Depuis 2020, ce chiffre est en constante augmentation, loin des promesses gouvernementales de faire du sort de la jeunesse une priorité...

L'école dans l'œil du cyclone

Quartier pauvre rime souvent avec école délabrée : pas assez de mobilier, infestation de rongeurs, infiltration de la pluie. À Marseille, certains enseignants doivent faire classe dans les couloirs. Et si l'argent manque rarement pour bunkériser les bâtiments au nom de la sécurité, l'isolation thermique reste en revanche à la traîne dans bon nombre des 51 000 établissements scolaires – le Sénat a bien rendu un rapport en juin 2023, constatant que les fonds disponibles sont largement sous-utilisés et promettant une loi, mais rien n'a bougé.

En cette rentrée, il manque au moins 3 000 profs, qui n'ont pas été recrutés faute de candidats aux concours. Le métier ne fait plus rêver. Les salaires enseignants ont décroché de 25 % par rapport au coût de la vie ces 20 dernières années. Les suppressions de postes ont rendu les mutations pour rapprochement de famille plus longues à décrocher, voire parfois quasi impossibles. Les conditions de travail se sont dégradées.

Alors les rectorats bouchent les trous comme ils peuvent en embauchant des contractuels d'autant moins enclins à rester qu'ils sont encore plus mal payés que les titulaires. Au final, ce sont nos enfants qui en pâtissent. Car dans les milieux bourgeois, ça fait longtemps que la progéniture ne fréquente plus l'école publique, mais cette petite frange de l'école privée qui n'attire que les rejetons de riches.

Ils jouent les prolongations...

Pourtant, à en croire la ministre de l'Éducation nationale Belloubet, tout marche à merveille. Elle a assuré à la presse que les « réformes » engagées iront au bout. Les groupes de niveaux en français et en maths en 6^e et 5^e sont unanimement décriés, parce qu'ils vont accentuer un tri social déjà fort dans le système éducatif

français ? On les rebaptise « groupes de besoin » et le tour est joué.

Pas plus que Belloubet le reste du gouvernement n'a l'air pressé de rendre son tablier. Ils ont pourtant été largement mis en minorité dans les élections du début de l'été. Et dans les classes populaires, ce n'est plus du rejet mais carrément de la détestation que suscitent les macronistes.

...renvoyons-les au vestiaire

Dans son éditorial du week-end, le journal *Le Monde* s'alarme de voir Macron ne pas nommer de nouveau premier ministre, au « risque (...) que les Français estiment que voter ne sert à rien et que la protestation se fasse dans la rue ». Bien vu, à un détail près : ce n'est pas un « risque », c'est la solution !

Ce n'est ni de l'Élysée, ni de Matignon que nous obtiendrons, par exemple, l'abrogation de la réforme des retraites qui oblige à partir à 64 ans, encore moins le retour aux 60 ans à taux plein pour tous et toutes. Les « premier ministrables » penchent plutôt pour la retraite à 66 ans !

Il en va de même pour à peu près tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés. Le terrain sur lequel nous pouvons les résoudre, c'est celui de la lutte, pas celui de ces institutions faites par et pour les possédants. Les conducteurs de bus scolaires de plusieurs villes dans les jours qui viennent d'un côté, et les profs des écoles de tout le pays le 10 septembre de l'autre sont ainsi appelés à la grève. De leur côté, la CGT et Solidaires appellent l'ensemble du monde du travail à l'action le 1^{er} octobre. Il s'agit de ne pas en rester à des journées isolées, mais d'aller vers une lutte d'ensemble, vers la grève générale. Fédérer les colères pour faire enfin payer les riches, les actionnaires, le grand patronat.

Ça s'en va et ça revient... pas toujours

C'est au moment où la direction du groupe annonce des ventes en baisse (au premier semestre) que la production chez nous... repart à fond la caisse. Mais pour combien de temps ? Bien malin qui le devinera...

Alors pas étonnant que les volontaires pour passer en SD fassent rares. Quand on part en SD, on sait à peu près où on va. Mais quand on doit en revenir parce que le SD s'arrête, ce n'est pas forcément pour retrouver son poste de départ... et jamais pour trouver mieux !

L'union fait la force

On devrait se réjouir : le site va recevoir plein d'argent pour investir dans des robots qui vont soulager la tâche des opérateurs un peu partout dans l'usine.

Mais chez Stellantis, un poste « soulagé », c'est un poste à supprimer. L'encadrement s'évertue à nous faire croire à coup de vidéo que personne ne sera laissé sur le bord de la route ? On n'est pas obligés de croire à ces belles intentions de papier.

À trop taper dans l'effectif ouvrier, c'est le site qui finira par être menacé de fermeture. Alors, que notre poste soit dans le viseur ou pas, faisons bloc ensemble pour imposer à la direction de garder tout le monde.

PSA Sochaux : derrière la vitrine...

À PSA Sochaux, une demi-équipe de nuit va être créée en novembre. La direction plastronne dans la presse au sujet des commandes de e-3008 et e-5008.

Côté salariés, personne ne s'emballe : la majoration de nuit sera de 15 % et non plus de 18 %, ce sera une demi-équipe de 450 intérimaires surtout, et ça risque de ne durer que 3 mois... l'avenir des voitures électriques n'étant pas assuré. Et qui va en nuit n'est pas sûr de retrouver son poste en 2x8 dans 3 mois.

Une idée vite balayée

Les dirigeants de GSF, sous-traitant de nettoyage à PSA Poissy, voulaient supprimer le 13^{ème} mois des salariés. Après une mobilisation, ils ont renoncé.

Se prendre de face la combativité et la solidarité des salariés, ça aide les patrons à réfléchir.

Stellantis : le business avant tout

Dimanche soir au JT de France 2, on a pu voir un reportage sur les airbags Takata utilisés par Stellantis qui explosent et projettent à 300 Km/h des pièces métalliques de 2 cm vers le conducteur. Aux États-Unis en 2017, le fournisseur d'airbags Takata a été condamné à payer un milliard de dollars suite à la mort de 27 personnes.

En France Stellantis ne s'inquiète de ces airbags que depuis 3 mois en faisant des rappels. Imposer des prix toujours revus à la baisse aux sous-traitants qui les

honorent en économisant sur la sécurité : Stellantis est totalement responsable.

MA France à Aulnay : le bras de fer continue

Les grévistes sont à leurs 139 jours de lutte et de blocage de leur site. Ils sont environ 200 sur 280 à avoir refusé le chantage de Stellantis qui propose 15 000 € brut d'indemnité aux salariés à condition de ne porter plainte pour faillite frauduleuse ni contre MA France, ni contre Stellantis, principal donneur d'ordre. Pour les reclassements, la direction propose des offres de d'emploi à 400 km pour travailler dans les ressources humaines... Ridicule.

Les grévistes revendiquent toujours 70 000 € pour leurs 10, 20 ou 30 ans d'usine.

Ils ne se laisseront pas emboutir

En plein milieu du mois d'août Stellantis a voulu récupérer à MA France les moules d'Emboutissage. Elle a dû y renoncer face à la résistance des ouvriers et leurs soutiens qui ont envoyé promener ses émissaires et huissiers. Stellantis voulait leur régler leur compte avant la rentrée c'est raté.

Depuis des semaines la listes des sous-traitants automobiles menacés de fermeture ou de destructions d'emploi s'allonge et ce n'est que le début. Valeo, Bosch, ZF, Imperiales Wheeles, Walor, Forvia, Continental, Plastic Omnium, Dumarey (ex-Punch Strasbourg) et bien d'autres... Stellantis voulait faire de MA France un exemple ? C'est maintenant un exemple à suivre pour lutter, ne pas rester seul, et peut-être fédérer contre les patrons voyous.

Offres d'emploi douteuses

Selon une étude de la CGT-chômeurs publiée en août, plus de la moitié des offres d'emploi publiées par le service France Travail sont bidon. Soit elles comportent des mentions fausses, soit elles sont déjà pourvues mais pas retirées du site.

Macron disait qu'il suffisait de traverser la rue pour trouver du boulot... apparemment il faut aussi passer quelques heures à faire du fact-checking.

Fournitures scolaires toujours aussi chères

Depuis septembre dernier, les prix des fournitures scolaires n'ont pratiquement pas augmenté ? Peut-être. Mais c'est oublier un peu vite que le matériel de base (cahiers, crayons, etc.) a augmenté de plus de 10 % entre 2021 et 2023, selon l'Insee. Les cantines ont aussi répercuté la moitié de la hausse des denrées alimentaires (+21 %) en augmentant leurs tarifs de 9,6 % en moyenne. Bref, l'école n'est « gratuite » que pour ceux pour qui gagnent assez pour considérer les frais de scolarité comme de l'argent de poche.